

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Trente-unième anniversaire

Il y a trente-un ans, la République, pour la troisième fois, reparut en France.

Comme chacun le sait, jamais gouvernement ne vit le jour dans des circonstances plus malheureuses, plus lamentables. Le triste pouvoir qu'elle recueillait des mains de l'Empire, victime de ses fautes et de ses crimes de lèse-patrie, personne certes, à cette heure-là, ne songeait à le disputer à la République que ses adversaires se plaisaient à considérer comme vouée à une fin prochaine par les difficultés sans nombre et sans nom qu'elle avait à surmonter pour vivre et qui, alors, paraissaient insurmontables.

La République les surmonta cependant, et la page qui fut écrite alors dans l'histoire de la France sanglante et mutilée, est une des plus honorables de ses longues annales. Les efforts que multiplia le gouvernement de la Défense nationale pour repousser l'invasion et qui ont attaché au nom de Gambetta une persistante auréole, l'œuvre admirable accomplie par Thiers en vue de la libération du territoire, la longue série d'efforts accomplis par l'opinion républicaine avec la plus patriotique ténacité pour faire de la République, suivant la judicieuse parole de Jules Grévy « le gouvernement nécessaire de la France », et depuis lors tant d'obstacles de tout ordre et de toute nature, vaincus ou aplanis par une même et seule volonté de faire vivre et de consolider cette République si chèrement et si patiemment conquise — qu'est-ce que tout cela autre chose que des titres éclatants à la gratitude de la nation, en même temps que les meilleures garanties d'existence et de durée.

Qui eût dit, il y a trente-un ans, le 4 septembre 1870, que la République atteindrait la fin du XIX^e siècle et commencerait le XX^e, sans subir aucune solution de continuité et en s'affermissant de plus en plus, aurait obtenu alors une créance des plus limitées ?

Certes, dès cette époque, la République comptait des défenseurs ardents, convaincus, ne perdant aucune occasion de proclamer leur foi dans son avenir, si intimement lié à celui de l'humanité. Mais, dans la masse de la nation, à combien de défiances, de préjugés, d'hostilités se heurtait-elle encore ?

Ce sont ces défiances, ces préjugés, ces hostilités qui ont été vaincus; et c'est là le grand succès de la République.

L'avenir sera au plus sage, avait dit Thiers dans un jour mémorable. Le parti républicain eut le grand mérite d'être le plus sage et de le rester.

Le gouvernement qu'il a fondé n'a pas seulement été un gouvernement comme un autre; il a été et il est un gouvernement meilleur qu'un autre, et c'est là la grande raison de sa force et de sa durée. Pour s'en convaincre, ne suffit-il pas de jeter un coup d'œil sur l'état de la France d'il y a trente ans et sur la situation de la France d'aujourd'hui. Que de réformes déjà accomplies, que de lumières répandues, que de libertés déjà conquises. Et avant tout, ce passé n'est-il pas, pour l'avenir, le gage, le plus sérieux et le meilleur.

Faut-il aussi rappeler à quel point la France s'est relevée aux yeux de l'Europe et du monde, et combien est considérable la situation qui est redevenue la sienne. Pour l'indiquer, il n'est pas besoin de phrases nombreuses et sonores. Les faits sont là qui parlent assez haut.

Avant quelques jours, dans les plaines de Reims et de Châlons, l'armée française manœvrera et défilera sous les yeux du Tsar de Russie, notre allié et notre ami.

Que se passait-il, il y a trente-un ans dans ces mêmes plaines, et quelle était l'armée qui y défilait alors et qui imposait à Paris assiégé toutes les douleurs d'un siège de six mois ?

Ce simple rapprochement suffit. En résumant à la fois nos souvenirs et nos espérances, il dit assez haut l'œuvre de la République.

A. B.

Procédé nationaliste

Un beau jour, un journal nationaliste invente la nouvelle suivante, qui lui vient, dit-il, d'une source autorisée (je crois bien, c'est sa propre imagination !)

« On assure que M. Loubet, à l'occasion de l'arrivée du tsar, va demander que M. le général de Boisdeffre soit replacé à la tête d'un corps d'armée. »

Le lendemain, le même journal ou un autre de même nuance, c'est-à-dire d'égale mauvaise foi, répète l'information en en modifiant légèrement la formule :

« Il se confirme que M. Loubet, à l'occasion de l'arrivée du tsar a l'intention de demander, etc. »

Le surlendemain nouveau progrès dans le mensonge :

« Il est maintenant tout à fait certain que M. Loubet, à l'occasion de l'arrivée du tsar, est décidé à demander, etc. »

Au bout de quatre jours, la fausse nouvelle est considérée comme officielle. Les journalistes de la faction écrivent couramment :

« Nul n'ignore que c'est M. Loubet qui, à l'occasion de l'arrivée du tsar, a estimé qu'il était nécessaire de replacer le général de Boisdeffre, etc. »

Vous entendez : « Nul n'ignore, etc.... » C'est un fait historique, incontesté, avéré.

Mais ça doit être faux, pensez-vous peut-être ? M. Loubet n'a pas pu avoir une idée aussi saugrenue que celle-là !

En effet, M. Loubet n'a pensé à rien de semblable, ni personne parmi les membres du gouvernement.

Cela n'empêchera pas les membres de la bande, quand l'événement aura donné tort à leur pronostic, de répéter :

« M. Loubet était parfaitement résolu, comme nous l'avions annoncé, à proposer la réintégration du général de Boisdeffre. Mais il s'est heurté à la résistance de ce ministère de traîtres et de vendus, etc. »

Et voilà comme on renseigne le public, quand on est nationaliste.

EN CHINE

La perception des impôts

On annonce de Canton que la population commence à manifester des signes de turbulence à l'approche de la perception de la taxe immobilière. On ne s'attend pas à

éprouver de grandes difficultés à Canton, mais il n'en est pas de même dans les autres districts. C'est ainsi qu'on annonce que les habitants de la ville de San-Pui sont résolus à résister à toute tentative de perception de la taxe. Ils menacent, en outre, de se venger sur les chrétiens, qui ont dû faire appel à la protection du magistrat du district.

Au Transvaal

La mort du colonel Vandeleur

On télégraphie de Prétoria au *Daily Telegraph* :

« Voici des détails sur l'affaire du train où le colonel Vandeleur a trouvé la mort :

« Personne à bord du train ne soupçonnait le danger; presque tout le monde dormait avec sécurité; les quelques voyageurs qui veillaient au moment de l'attaque racontent qu'à l'instant où le train s'engageait dans une tranchée, ils aperçurent un nègre qui faisait des signes avec la main, et aussitôt après, un Boer, qui mit le feu à deux mines, dont l'explosion fit dérailler le train, brisa le wagon blindé et blessa quelques soldats. En même temps, une vive fusillade fut dirigée sur le train du haut d'un talus dominant la tranchée. Le colonel Vandeleur se précipita, en criant aux voyageurs de se coucher. Après quelques minutes de fusillade, les Boers sautèrent dans le train; c'est alors que le colonel Vandeleur fut tué d'une balle au cœur. Le nombre des assaillants serait estimé à une centaine. »

INFORMATIONS

Les condamnés de la Haute-Cour

Plusieurs journaux annonçaient ces jours derniers que le gouvernement allait s'occuper de la grâce des condamnés de la Haute Cour, et cela au prochain conseil des ministres. Ces journaux annonçaient même cette grâce comme certaine.

Les ministres se sont réunis mardi, et hier l'Agence Havas communiquait une note affirmant que les ministres ne se sont pas occupés de la question de la grâce des condamnés de la Haute-Cour, cette question n'a même pas été envisagée.

Le Tsar en France

Les préparatifs pour recevoir le tsar se poursuivent activement à Dunkerque, à Reims, à Compiègne.

Le programme officiel de la réception des majestés russes est déjà connu.

Les journaux annoncent que M. Loubet, désirant offrir à la tsarine un souvenir personnel de son voyage en France, a arrêté son choix sur le merveilleux service de table en biscuit exécuté d'après les maquettes de Léonard, et qui fut un des grands succès de l'exposition. Ce sont probablement les demoiselles de la Légion d'honneur qui seront chargées de remettre à la tsarine le surtout de Léonard.

Le Conflit Franco-Turc

Le Cheik-ul-Islam a protesté auprès du sultan, au nom des mahométans, contre tout paiement qui serait fait aux Français infidèles au détriment des fidèles ottomans qui sont créanciers de l'Etat.

Les journaux turcs invitent le sultan à résister aux demandes de la France.

La Porte a donné l'ordre à tous les fonctionnaires turcs de ne plus acheter de pro-

duits français et de cesser tout commerce avec des Français.

Cependant on croit que la France a obtenu satisfaction sur les points principaux de ses réclamations, que le différend peut être considéré comme aplani, et que M. Constans va rejoindre son poste.

L'arbitrage pour la paix

On mande de Bruxelles que le bureau de la commission interparlementaire pour l'arbitrage international s'est réuni, au Sénat. Treize délégués des parlements belge, hollandais, norvégien, danois, anglais, hongrois, autrichien, suisse, roumain et français assistaient à la séance. MM. Labiche, sénateur et le comte de La Batut, député, représentaient la France; M. Philipp Stanhope, l'Angleterre; le ministre d'Etat belge, M. Béornaert, présidait.

Il a été décidé que la prochaine conférence pour la paix, dont l'ordre du jour a été provisoirement arrêté, se réunira à Vienne en septembre 1902, et que l'on créera une union internationale de la presse pour l'arbitrage.

Les hommes volants

Au moment où l'aéronautique retrouve une aussi grande faveur, il y aurait quelque injustice à ne pas évoquer le souvenir de Lilienthal, cet autre « homme volant » qui, grâce à une étude approfondie du vol des oiseaux, réussit à exécuter une série de vols planés, qui purent faire croire un instant, que le problème de l'aviation était définitivement résolu.

Il se servait pour cela de grandes ailes concaves, qu'il s'adaptait aux bras et qui avaient sept mètres d'envergure; l'appareil était complété par une queue directrice. S'élançant du haut d'un monticule, il courait quelques pas — à la façon d'ailleurs, des oiseaux à grandes ailes — puis s'enlevait contre le vent parcourant des distances de quatre cents mètres, à la vitesse de quinze mètres par seconde. Il réussit souvent à dévier la trajectoire de son vol et même à revenir pendant un certain temps en arrière; dans des circonstances particulièrement favorables, il put même s'élever à un niveau supérieur à celui de son point de départ.

Lilienthal exécuta ainsi plus de deux mille vols. Malheureusement s'étant élanqué trop hardiment, un jour qu'il essayait un nouvel appareil, il fut chaviré par le vent et se tua, le 9 août 1896, dans une chute de plus de quatre-vingts mètres. Un de ses élèves, l'ingénieur Percy Pilcher, mourut en septembre 1899, d'un accident analogue.

Assiégé par les Porcs

Une curieuse nouvelle est transmise de Monastir, petit port sur la côte de la Tunisie.

En face de cette ville est une petite île, espèce de rocher de peu d'étendue, sur laquelle a été construit un phare, l'île de Kuriale. Le gardien de ce phare, seul habitant de l'île, vient d'écrire à ses chefs pour leur exposer la pénible situation qui lui est faite par le grand nombre de porcs de l'île. Il y a quelques années, des porcs avaient été portés dans l'île par un commerçant de Monastir pour les engraisser ou les nourrir à bon compte. Plusieurs de ces animaux s'étant échappés se sont multipliés dans l'île d'une façon prodigieuse et ont fini par y pulluler. Ils ont détruit peu à peu le gibier et les végétaux de l'île, dévorant surtout les lapins qui y étaient fort nombreux.

Lorsqu'ils ont eu tout dévoré et qu'ils

